

Chaudière-Appalaches se mobilise pour le filet social

20 février 2026 - À l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale, plusieurs groupes communautaires, féministes et des syndicats de la région de Chaudière-Appalaches se sont déplacés vers Québec pour participer à une action d'éclat afin de dénoncer le saccage dans le filet social par le gouvernement de la CAQ. Alors que des millions de fonds publics ont été perdus dans de mauvais choix politiques (SAAQclic, Northvolt, Lion Électrique, etc.), le gouvernement impose à la population de se serrer la ceinture, dans un contexte où le coût de la vie explose.

Les coupures dans le filet social aggravent les inégalités sociales

Depuis une quarantaine d'années, les gouvernements néolibéraux qui se succèdent affaiblissent notre filet social en coupant dans le réseau de la santé, dans les services sociaux, dans l'éducation ainsi que dans les programmes sociaux. Le gouvernement de la CAQ a accéléré ce saccage avec, notamment, la création de Santé Québec. « La Réforme Dubé ouvre toute grande la porte à la privatisation des services publics au Québec. La CAQ lègue un secteur public davantage appauvri où l'accès aux soins et services est diminué. Privatiser les services publics, c'est privilégier les intérêts économiques privés au détriment du bien commun et de l'intérêt collectif », clame Mélanie Lapointe, représentante nationale de l'Alliance du personnel technique et professionnel (APTS) de Chaudière-Appalaches.

Les conséquences des derniers budgets caquistes se font sentir. Se loger, se chauffer, se soigner, se nourrir et se déplacer deviennent de plus en plus compliqué pour un nombre grandissant de personnes. Les organismes communautaires, eux aussi grandement sous-financés, peinent à répondre aux besoins et à accomplir leur mission : « On ne peut pas démolir les fondations de notre système et demander au milieu communautaire de tenir le plafond à bout de bras. Le filet social craque de partout, et ce sont les gens de cœur en première ligne qui écopent. Le 20 février, on rejoint la Coalition Main Rouge pour dire : Arrêtez le massacre, exigez des choix politiques axés sur la justice sociale et la dignité humaine », affirme Carolyne Hamel, présidente de la Table régionale des organismes communautaires de Chaudière-Appalaches.

Un mépris de la démocratie par la CAQ

Alors que la CAQ atteint des niveaux records d'impopularité et que de plus en plus de secteurs de la société civile s'organisent pour contester ce gouvernement, ce dernier persiste et signe en allant de l'avant avec des projets de loi controversés qui affaiblissent les contre-pouvoirs : PL1 (la constitution), PL3 et PL89 (les syndicats) et PL7 (les groupes d'action communautaire). Parmi les nombreuses oppositions à ces projets de loi, les groupes de femmes dénoncent un

angle mort important du projet de constitution qui menace les droits des femmes: « Plutôt que de renforcer l'accès aux services d'interruption volontaire de grossesse, la CAQ choisit de légiférer sur l'avortement avec l'article 29 de son antidémocratique *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*. Le gouvernement ignore effrontément les multiples avertissements des expertes et des groupes féministes qui s'opposent à une telle fragilisation de ce droit fondamental. C'est inacceptable! », s'indigne Laura Nadeau du Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches.

Un printemps chaud et mobilisé

C'est pour toutes ces raisons qu'aujourd'hui, partout au Québec, différents groupes de la société civile sortent et se mettent en action pour réclamer haut et fort un réinvestissement massif dans nos services publics et nos programmes sociaux. Le prochain budget du ministre Girard doit être à la hauteur des besoins de la population : « Trouvez-vous ça normal que la prestation d'aide sociale soit indexée à 2,05% pendant que nos chers politiciens se sont votés une augmentation de salaire de 39,4%? Pendant que le fin gratin glousse entre deux bouchées de caviar, les citoyens qu'on représente, eux se rendent péniblement à la banque alimentaire pour survivre avec l'argent sauvé à cuisiner les invendus périmés des généreux épiciers. Nous voyons chaque jours les effets réduflationnistes du désengagement de l'état dans nos organismes communautaires, et justifiés par les bienfaits sur leurs statistiques, les services sont davantage relégués à un éventail plus grand d'organismes disséminés sur un énorme territoire où se déplacer sans voiture est l'équivalent d'une tactique de coercition d'un conjoint contrôlant. Ça fait 40 ans qu'on constate les dégâts de l'austérité, sortons des vieilles idées cancérigènes! » s'indigne Francis Lachance de l'Association de Défense des Droits Sociaux de la Rive-Sud.

Au cours du printemps, les groupes communautaires, féministes et syndicaux continueront de se mobiliser, que ce soit sous les bannières de *Communautaire à boutte*, *Faire Front*, *Oser pour vrai* ou encore dans le cadre de la campagne de la *Coalition Main Rouge* afin de mettre de la pression sur le gouvernement pour plus de justice sociale.

- 30 -

Pour plus d'informations:
Naélie Bouchard-Sylvain
418-997-6087